

tions et de nos réserves, peut-être ferais-je bien de proposer l'ajournement du débat.

(Rapport est fait de l'état de la question.)

### LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, pour ce qui concerne les travaux de la Chambre, nous avons l'intention de continuer demain le débat sur cette mesure législative jusqu'à ce que nous en ayons disposé; nous aborderons immédiatement après les trois bills ayant trait aux arrangements relatifs à la négociation collective au sein de la fonction publique, à savoir la loi concernant la négociation collective, la loi concernant la fonction publique et les modifications à la loi sur l'administration financière. Nous étudierons ensuite le projet de résolution précédant les projets de loi d'ensemble visant à modifier les régimes de pension dans la fonction publique.

**L'hon. M. Siarr:** Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre du Revenu national si nous procéderons ensuite à la deuxième lecture du projet de loi sur le Yukon?

**L'hon. M. Benson:** Je préférerais différer ma décision sur ce point, monsieur l'Orateur.

• (10.00 p.m.)

### MOTION D'AJOURNEMENT ET DÉBAT

Une motion portant ajournement de la Chambre aux termes de l'article provisoire 39A du Règlement étant censée avoir été présentée.

[Français]

#### L'AGRICULTURE—À PROPOS DE L'IMPORTATION D'ŒUFS AU CANADA

**M. Gérard Laprise (Chapleau):** Monsieur l'Orateur, le 20 mai dernier, je demandais au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture (M. Beer) si le ministre avait pris connaissance du télégramme que lui avaient fait parvenir MM. Lionel Sorel et Ovila Lebel, respectivement présidents de l'UCC et de la Fédération des producteurs d'œufs du Québec, dans lequel ils manifestaient leurs inquiétudes au sujet «d'étranges importations d'œufs au Canada».

Je lui demandais également s'il avait l'intention de prendre des mesures pour protéger les producteurs d'œufs canadiens contre ces importations.

On sait, monsieur l'Orateur, que les prix des œufs, depuis plusieurs années, sont sujets à des fluctuations qui sont toujours au désavantage des petits et moyens producteurs, et même parfois des gros producteurs. L'importation est bien souvent la cause des pertes que subissent nos producteurs d'œufs canadiens.

Dans son numéro du 18 mai 1966, *La Terre de chez-nous* nous rapporte que:

Les importations d'œufs au Canada, depuis le début de l'année courante jusqu'au début de mai, se sont totalisées à 23,548 caisses de 30 douzaines, comparativement à 1,687 caisses durant la période correspondante de l'an dernier. Ces chiffres englobent les importations d'œufs inspectés et figurent au dernier rapport hebdomadaire sur le marché des produits avicoles publié par Ottawa.

Ces chiffres, monsieur l'Orateur, sont vraiment alarmants et inquiètent les producteurs. Durant quelques mois, les prix des œufs se sont maintenus à des niveaux assez intéressants pour les producteurs, mais les importateurs s'en sont aperçus et les résultats, on s'en doute, sont et continueront d'être néfastes aux producteurs canadiens.

Le ministre me dira peut-être, comme l'a fait plus tôt la semaine dernière le ministre des Mines et des Relevés techniques (M. Pepin), que ces importations sont nécessaires parce qu'on ne produit pas assez pour la consommation domestique, ou que ces importations sont destinées à l'exportation après transformation. Mais justement, monsieur l'Orateur, nos aviculteurs sont capables d'augmenter considérablement leur production, surtout dans la province de Québec, pour répondre à la demande du marché canadien, à la condition d'être assurés qu'ils pourront vendre leur production à un prix rentable.

Il serait également bon de savoir ce qu'a décidé le ministère de l'Agriculture au sujet de la résolution adoptée l'an dernier par la Fédération canadienne de l'agriculture, laquelle réclame une enquête royale sur les méthodes d'établissement des prix des œufs. Nous voulons savoir ce que le gouvernement entend faire envers les aviculteurs canadiens.

[Traduction]

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, pour ce qui a trait à la question soulevée par le député de Chapleau (M. Laprise), mes fonctionnaires ont eu l'occasion d'étudier ce point et j'informe le député que tout d'abord, j'ai effectivement reçu un télégramme daté du 10 mai, de M. Sorel, président de l'Union catholique des cultivateurs, télégramme qui portait sur l'importation des œufs au Canada.

Au cours des cinq ou six derniers mois, notre production d'œufs a été inférieure à nos besoins; en conséquence, les prix des œufs aux producteurs ont atteint un sommet par rapport à la période correspondante des sept ou huit dernières années. Par conséquent, nos besoins en œufs ont été compensés par une quantité accrue d'œufs importés. Tous ces œufs sont virtuellement destinés à l'industrie et ils n'entrent pas en concurrence